

La politique agraire des Libéraux en Roumanie

Christian Rakovsky

Source : «Vorwärts», 24^e année, n°202, 29 août 1908, p. 2. Traduction MIA.

Il ne s'est pas encore écoulé une année depuis l'adoption des tant vantées « réformes agraires » du gouvernement libéral, et déjà les faits en ont démontré l'entière inefficacité. Nous avons déjà, à l'époque où ces réformes n'étaient encore que des projets de loi, souligné ici même qu'elles n'allégeraient pas la situation des paysans, mais risquaient au contraire de l'aggraver encore. À peine un semestre s'est écoulé depuis l'entrée en vigueur de la loi la plus importante, celle sur les contrats agricoles, et déjà plusieurs fonctionnaires gouvernementaux membres du « Conseil supérieur agricole » chargé de l'application des lois de réforme ont eux-mêmes qualifié ladite loi « *d'impraticable* ». Elle n'a fait qu'accroître le mécontentement des paysans. Récemment, on signale de divers villages – de manière significative, le plus souvent dans les mêmes régions où les révoltes furent les plus violentes et la répression la plus brutale – des incidents tels que des menaces de paysans contre des propriétaires fonciers, des sévices infligés à des régisseurs, l'assassinat d'un intendant, des refus de travail de paysans sur les domaines de la Couronne, etc.

Tous ces événements sont la conséquence de conflits dont les causes économiques sont les mêmes que celles des soulèvements paysans de mars 1907 : le manque de terre arable et de pâturages, et le caractère usuraire des contrats agricoles. Or, les « réformes agraires » du gouvernement libéral n'ont pas touché à ces maux, tout comme sa politique de persécution insensée contre la classe ouvrière en voie de prise de conscience n'a pu empêcher la propagation du « péril rouge ».

Les soi-disant réformes agraires n'ont donné ni de terre aux paysans, ni fait baisser le prix des fermages. Mais que font à notre gouvernement ces signes d'un danger toujours présent ? Pour lui, la question paysanne a été réglée une fois pour toutes par le bain de sang de mars 1907 et par quelques réformettes de pure forme – et il croit n'avoir rien de mieux à faire maintenant que de charger les agents de police de couper les cheveux des prostituées qui stationnent sur les grands boulevards de Bucarest après onze heures du soir !... Voilà, en vérité, une belle illustration de la prétendue « mission civilisatrice » de notre gouvernement aux portes de l'Orient !

Notre oligarchie dirigeante, s'appuyant sur la force militaire, semble se sentir si solidement en selle qu'elle agit de manière carrément provocatrice. Le bruit court que le gouvernement demandera au Parlement, lors de la prochaine session, de voter un nouveau crédit de quinze millions de marks pour indemniser les propriétaires fonciers « lésés » par les révoltes, les quinze millions déjà accordés étant « insuffisants ». Face à la grande misère des masses paysannes, il n'existe pas d'autre réforme véritable que la liquidation de la grande propriété foncière. Mais que le gouvernement et le Parlement des grands propriétaires aient la lucidité et la force morale nécessaires pour mettre en œuvre cette réforme, cela est exclu. Par des voies pacifiques, cette réforme n'est réalisable que par un Parlement issu du suffrage universel égal. Ainsi, la solution de la question agraire est intimement liée à la solution de la question politique en Roumanie.

Notre oligarchie cupide est aussi peu disposée à lâcher sa domination économique qu'elle n'est naturellement prête à renoncer à son hégémonie politique. C'est pourquoi elle accueille avec satisfaction tout incident lui permettant de détourner l'attention et le courroux populaire de la réforme agraire et de la réforme politique, afin de différer ces questions, si possible, de quelques années. « Après nous, le déluge ! » a de tout temps été la devise de nos étriquées cliques politiques. Ainsi, c'est la question macédonienne qui, cette fois, devait offrir au gouvernement la possibilité désirée de repousser la question paysanne. Ainsi, quelques semaines avant le déclenchement de la révolution jeune-turque, lors de l'entrevue du Premier ministre roumain D. A. Stourdza avec le baron von Aehrenthal [*ministre des Affaires étrangères de l'Autriche-Hongrie*] à Semmering, un accord militaire serait intervenu entre les gouvernements roumain et autrichien, par lequel la Roumanie, « *la gardienne de l'Autriche en Orient* », comme l'appellent de manière flatteuse et pompeuse les officieux du gouvernement autrichien, se serait engagée à mettre, en cas de guerre en Macédoine, ses quatre cent mille paysans en uniforme à la disposition de l'Autriche.

Nos boyards et fermiers espéraient déjà résoudre la question paysanne dans les champs de Macédoine de la même manière qu'ils ont cru la résoudre en 1907 dans leur propre pays. La presse bourgeoise presque entière s'apprêtait à fabriquer l'indispensable propagande patriotique. Et le prétexte patriotique nécessaire était déjà là : les intérêts « menacés » des habitants roumains de Macédoine. Les boyards voulaient se poser en « protecteurs » des paysans roumains en... Macédoine, alors qu'ils laissent le peuple roumain « libre » de la Roumanie indépendante être affamé, emprisonné, spolié, torturé et massacré...

Mais le succès du mouvement jeune-turc et le rétablissement de la constitution turque ont réduit à néant les calculs de notre oligarchie, et ont ainsi ramené au premier plan de la scène politique, avec une netteté sans équivoque, la question agraire et celle de la réforme politique. Elles n'en disparaîtront pas avant d'avoir été résolues dans l'intérêt et pour le bien du peuple.